



Rapport économique 2024

Royaume d'Arabie saoudite

03 juillet 2024

Résumé

Située au carrefour de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, l'Arabie saoudite possède de profondes racines historiques et culturelles antérieures à la création du Royaume moderne en 1932. Depuis la découverte de pétrole en 1938, l'Arabie saoudite est devenue le premier producteur mondial de pétrole et le seul membre arabe du G20. L'un des plus grands producteurs et exportateurs de pétrole brut au monde et un raffineur de pétrole et un producteur de gaz naturel à grande échelle, le Royaume possède près de 17% des réserves pétrolières prouvées du monde et joue un rôle de premier plan non seulement au sein de l'OPEP mais aussi de l'OPEP+.

Une économie rentière dépendant largement de la fluctuation volatile des cours du brut (la rente pétrolière comptait toujours pour 62% des revenus du gouvernement en 2023), l'Arabie saoudite demeure exposée à tout changement dans la conjoncture économique-géopolitique internationale. Ainsi, le ralentissement économique mondial durant le premier trimestre de 2024 suite à une conjoncture plutôt morose en Chine s'est reflété sur le budget saoudien qui s'est vu déficitaire. L'économie du Royaume s'est contractée de 0,9% en 2023, selon les données officielles, tirée vers le bas par le secteur pétrolier, tandis que les activités non pétrolières ont augmenté de 4,6% l'année dernière. Cette situation contraste fortement avec celle de 2022, lorsque l'Arabie saoudite était l'économie la plus performante du groupe G20, stimulée par une manne pétrolière qui lui a permis d'atteindre une croissance de 8,7% et de dégager son premier excédent budgétaire en près de dix ans. Selon les récentes estimations trimestrielles de l'autorité statistique du gouvernement, le produit intérieur brut (PIB) réel de l'Arabie saoudite a diminué de 1,8% en glissement annuel au premier trimestre. Il s'est contracté de 3,7% au quatrième trimestre 2023, les réductions de la production pétrolière et la baisse des prix du brut ayant pesé sur l'économie. Les activités pétrolières ont baissé de 10,6% au premier trimestre par rapport à l'année précédente, selon les estimations de l'Autorité générale des statistiques, tandis que le PIB non pétrolier a augmenté de 2,8% en glissement annuel et les activités gouvernementales ont progressé de 2%. L'année dernière, l'activité économique non pétrolière en Arabie saoudite a passé un cap en contribuant à hauteur de 50% au produit intérieur brut (PIB) réel du pays.

L'économie non pétrolière du Royaume a été évaluée à 453 milliards de dollars à prix constants, grâce à une croissance régulière des investissements, des dépenses de consommation et des exportations. L'investissement dans le secteur privé a bondi au cours des deux dernières années, avec un taux de croissance de 57%, atteignant le chiffre record de 254 milliards de dollars en 2023. Le secteur des arts et du divertissement a connu une croissance de 106% entre 2021 et 2022. Les exportations réelles de services, principalement alimentées par les dépenses des touristes, ont grimpé en flèche au cours des deux dernières années, avec un taux de croissance de 319%. L'augmentation notable de l'activité non pétrolière au sein de la structure économique est conforme à l'objectif du Royaume de diversifier les moteurs de sa croissance économique.

Le déficit¹ public saoudien s'est élevé à 3,3 milliards de dollars au premier trimestre 2024. La baisse des revenus pétroliers et l'augmentation des dépenses aient pesé sur l'économie. Alors que les dépenses se sont élevées à 81,6 Md USD (75,62 milliards de dollars en 2023), les revenus ont baissé à 78,3 milliards de dollars (-18% en glissement trimestriel (g.t.)). Les revenus non pétroliers ont représenté 38% du total des revenus, soit 29,7 milliards de dollars (+9,0% en g.t.), tandis que les revenus pétroliers ont représenté 62% du total, soit 48,5 milliards de dollars (+1,9% en g.t.). Selon le ministre saoudien des finances, le déficit de ce premier trimestre a été financé par de la dette et non pas par les réserves de la banque centrale.

Plus grand exportateur de brut au monde, l'Arabie saoudite mise sur les recettes d'Aramco pour financer son ambitieux programme de réformes « Vision 2030 », qui vise à transformer le Royaume ultra-conservateur en un centre d'affaires tout en jetant les bases d'un avenir post-pétrolier. Inopportunistement, les pétrodollars ne suffisent plus pour maintenir le rythme des investissements nécessaires à la réalisation des projets pharaoniques en cours. En 2023, les bénéfices d'Aramco avaient atteint environ 121,25 milliards de dollars, contre un record de 161,07 milliards de dollars l'année précédente (soit une baisse de 24,72%). En 2022, Aramco, avait dégagé des bénéfices record avec l'envolée des prix du brut qui avaient atteint 130 dollars le baril, en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 mais aussi de la reprise économique post-Covid. En 2023, les prix du pétrole sont néanmoins retombés à 85 dollars le baril, plombés notamment par le risque de récession à travers le monde. La baisse des bénéfices reflète principalement l'impact de la baisse des prix du pétrole brut et de l'affaiblissement des marges de raffinage et de produits chimiques. Selon les estimations préliminaires publiées par l'Autorité générale des statistiques du Royaume, l'économie saoudien a connu une contraction de 1,8% au premier trimestre de l'année 2024. Ce recul est principalement dû à la baisse continue des activités pétrolières, qui a exercé une pression négative sur la croissance globale.

Alors que le Royaume tente de diversifier son économie pour réduire sa dépendance aux hydrocarbures, le Public Investment Fund² (PIF) [fonds souverain saoudien], qui pèse 925 milliards de dollars, se voit chargé de mener à bien les projets pharaoniques du Royaume qui se tournent vers l'emprunt international. En ce mois, le Royaume envisage de céder 1,545 milliard d'actions, soit environ 0,64% d'Aramco à des investisseurs en Bourse sous forme d'actions, ce qui va lui permettre de lever 11,2 milliards de dollars. Pour rappel, l'Arabie saoudite avait introduit 1,5% d'Aramco à la Bourse saoudienne en décembre 2019, levant 25,6 milliards de dollars dans la plus grande introduction en Bourse de l'histoire.

Le FMI ajuste ses prévisions de croissance de l'économie saoudienne à 2,6% pour 2024 et 6,0% pour 2025, une révision par rapport aux 2,7% pour 2024 et de 5,5% pour 2025. En 2023, le PIB saoudien avait attesté d'une baisse de 0,8% après une croissance record de 8,7% en 2022. Le FMI s'attend également à ce que le PIB par habitant augmente de 0,5% en 2024 et de 3,9% en 2025, contre une contraction de 2,8% en 2023.

Dépendant toujours de la manne pétrolière, les observateurs croyaient que le Royaume a besoin d'un prix du brut d'au moins 80 dollars le baril pour financer Vision 2030. Suite à la réduction volontaire de sa production dans le but de maintenir les prix élevés, le pays a sans doute besoin d'un prix encore plus élevé. En octobre 2023, le FMI a estimé que Riyad aurait besoin de 86 dollars le baril pour équilibrer son budget. Plus récemment, les analystes de S&P ont estimé que l'Arabie saoudite avait besoin que le pétrole atteigne au moins 96,2 dollars le baril pour équilibrer son budget, un soi-disant seuil de rentabilité qui a augmenté avec l'augmentation des dépenses. Durant le premier trimestre 2024, le prix moyen du brut international Brent était d'environ 83,50 dollars. Pour l'ensemble de l'année, l'Arabie saoudite a prévu un déficit budgétaire annuel de 21 milliards de dollars et a déclaré qu'elle réduirait certains de ses grands projets³. Pour concrétiser son immense plan de diversification économique et ses ambitions d'investissements à plusieurs dizaines de milliards de dollars dans de nouveaux secteurs comme le tourisme, les loisirs, les jeux vidéo ou encore les énergies renouvelables, l'Arabie saoudite se voit forcer à recourir à l'emprunt pour pallier aux insuffisances des investissements étrangers⁴ dans le pays. Les risques restent néanmoins calculés pour le Royaume, dont la dette publique est faible à 26,5% du PIB en 2023 et la marge de manœuvre budgétaire importante.

Le Royaume est le second important marché pour la Suisse dans le Moyen-Orient et pourrait offrir plusieurs opportunités pour les entreprises suisses dans différents secteurs autre que l'agroalimentaire, la bijouterie et l'horlogerie, les médicaments et les équipements médicaux. Actuellement, de nombreux

¹ "Le déficit est contenu au premier trimestre 2024, et la situation budgétaire globale devrait bénéficier d'un prix moyen du pétrole plus élevé à partir du deuxième trimestre", a déclaré Monica Malik, économiste chez ADCB, basée à Abu-Dhabi.

² Le PIF a pour mandat de financer une large part des projets gigantesques en cours et d'investir dans des sociétés étrangères et nationales prometteuses. Il investisse actuellement 40 à 50 milliards de dollars de capitaux par an et devrait les porter à 70 milliards de dollars par an après 2025.

³ Projeté d'héberger un million et demi d'habitants d'ici 2030 et s'étendre sur 170 kilomètres à travers le désert, seuls 2,4 kilomètres de Line seront terminés et loger moins de 300 000 personnes.

⁴ Les investissements directs étrangers restent loin des objectifs, à 33 milliards de dollars par an contre 100 milliards escomptés

projets d'infrastructures destinés à favoriser la diversification de l'économie sont programmés et pourraient constituer une aubaine pour les entreprises suisses lesquels sont reconnues pour la qualité de leurs produits et services. Toutefois, le marché saoudien demeure challengeant pour les PME mal préparées. Exporter en Arabie saoudite comporte toujours un risque potentiel en raison d'obstacles techniques comme les régulations et les mesures d'enregistrements des produits régularisés. Enfin, c'est un marché complexe qui requière patience et une capacité humaine et financière suffisante.

Le Royaume attire l'attention de la communauté internationale en raison de l'élan de sa transformation dans le cadre de la Vision 2030 et des giga-projets en cours d'exécution qui sont au cœur de ladite vision. L'augmentation de l'urbanisation, la facilité de faire des affaires et la diversification économique ouvrent la voie à des opportunités d'investissement accrues dans le pays ce qui présentent un certain nombre d'opportunités pour les entreprises suisses, d'autant que le Royaume se dote d'un environnement de plus en plus propice aux affaires⁵ et cherche à limiter les contrats publics aux seules entreprises ayant leurs sièges régionaux implantés au Royaume. Lancé en février 2021 dans le but de limiter les « fuites économiques », terme utilisé par le gouvernement saoudien pour caractériser les dépenses de l'État qui profitent aux entreprises sans présence significative dans le pays, le programme « Regional Headquarters » (RHQ) s'inscrit dans l'ambitieux plan Saoudien Vision 2030, visant à attirer des capitaux étrangers, à créer des emplois pour sa main-d'œuvre jeune et éduquée et diversifier l'économie en dehors du pétrole. Le Royaume, qui espère devenir le principal centre commercial et d'investissement du Moyen-Orient dans un contexte de concurrence économique avec les pays voisins, en particulier les Émirats arabes unis (Dubai).

Le programme a déjà attiré plus de 400 entreprises internationales (fin main 2024) depuis sa création, notamment les géants de la technologie Amazon, Alphabet, Google et Microsoft, des sociétés de conseil et d'audit comme PwC et Deloitte, des multinationales de biens de consommation telles que PepsiCo et Unilever, et des institutions bancaires comme Goldman Sachs qui est devenue la première banque de Wall Street à se conformer au programme RHQ et à obtenir une licence pour établir son siège au Moyen-Orient à Riyad . Des entreprises Suisses ont déjà localisé leur RHQ en Arabie saoudite comme Novartis, ABB, Schindler, Sulzer, Nestle, Cotecna et Sandoz. D'autres entreprises Suisses sont en cours d'y établir leur RHQ ou d'évaluer la nécessité ou non de localiser leurs sièges en Arabia saoudite.

Si le Royaume a pu séduire plus de 400 entreprises commerciales, industriels et des cabinets du conseil, il n'a pas encore convaincu les banques mondiales qui s'avèrent plus réticentes à s'installer à Riyad, invoquant des inquiétudes quant à la clarté de l'environnement réglementaire global et des doutes quant à la volonté des Saoudiens de répondre aux besoins d'une main-d'œuvre occidentale peu habituée aux règles sociales et culturelles strictes du pays. Pourtant, il est peu probable que les banques mondiales ne cèderont le contrôle exclusif du marché lucratif et relativement inexploité de l'Arabie saoudite à Goldman Sachs pendant beaucoup plus longtemps. D'autres banques et entreprises finiront par s'y installer. L'Arabie Saoudite est devenue de plus en plus la destination incontournable pour de nombreuses entreprises en quête de projets. L'Arabie saoudite séduit par ses projets et aussi par ses fonds faramineux dont le Fonds national souverain (PIF)

⁵ Le rapport Ease of Doing Business 2020 de la Banque mondiale classe l'Arabie saoudite parmi les 10 pays dont le climat des affaires évolue le plus rapidement. L'Arabie saoudite a récemment remanié son cadre juridique pour les entreprises avec l'introduction de la nouvelle loi sur les sociétés en janvier 2023. Cette loi vise à moderniser l'environnement réglementaire des affaires en Arabie saoudite, à attirer les investissements étrangers et à s'aligner sur les objectifs de la Vision 2030 du Royaume.

TABLE DES MATIERES

1	SITUATION ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE	5
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITES POUR LES ENTREPRISES SUISSES	8
3	POLITIQUE ECONOMIQUE EXTERIEURE.....	10
3.1	Politique et priorités de l'Arabie saoudite	10
3.2	Perspectives pour la Suisse.....	11
4	COMMERCE EXTERIEUR.....	12
4.1	Evolution et perspectives générales	12
4.1.1	Commerce de marchandises	12
4.1.2	Commerce de services	12
4.2.1	Commerce de marchandises	13
4.2	Commerce bilatéral (voir l'annexe 4).....	13
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	14
5.1	Evolution et perspectives générales	14
5.2	Investissements bilatéraux	15
6	PROMOTION ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE	16
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	16
6.2	Intérêt de l'Arabie saoudite pour la Suisse	17
8	PROBLEMES SPECIFIQUES D'ENTREPRISES SUISSES <i>INTERNE</i>... Error! Bookmark not defined.	
9	CONCLUSION <i>INTERNE</i>..... Error! Bookmark not defined.	
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie	18
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	19
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux.....	20
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux.....	21
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs <i>INTERNE</i>	22
	ANNEXE 6 – Entreprises suisses dans l'Arabie saoudite <i>INTERNE</i>	Error! Bookmark not defined.
	ANNEXE 7 – Entreprises de l'Arabie saoudite en Suisse <i>INTERNE</i>.....	Error! Bookmark not defined.

1 SITUATION ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Les grands travaux publics entrepris par le gouvernement saoudien, ainsi que les investissements directs étrangers et la solidité du système bancaire et financier, ont permis au Royaume de devenir la première économie régionale et l'une des plus grandes au monde. Toutefois, l'économie saoudienne continue de reposer quasiment sur le pétrole et la croissance du PIB demeure étroitement liée à la croissance réelle du pétrole. Le taux de croissance était de -0,9% en 2023, contre 8,7% en 2022. Ce déclin est entraîné par le secteur des hydrocarbures⁶, qui a replié à 9,2% en raison d'un effet de base défavorable, de réductions de la production pétrolière (-7%) - en conséquence à la politique restrictive de l'OPEP⁷-, une demande chinoise en produits pétrochimiques plus faible que prévue et de la baisse des prix de l'énergie. Bien que robuste, la croissance dans le secteur non pétrolier n'a pas suffi à compenser la baisse de l'activité pétrolière. Le secteur privé non-pétrolier devrait croître de 4,8%, en raison du positionnement expansionniste de la politique budgétaire. En 2024, les investissements accrus et la consommation privée devraient être les principaux moteurs de la croissance en Arabie saoudite. Selon différents rapports, la production pétrolière ne devrait repartir à la hausse qu'à la fin de l'année 2024.

Les pronostics concernant le solde budgétaire du Royaume font état d'une aggravation du déficit. En 2023, le Royaume a enregistré un déficit budgétaire au lieu de l'excédent précédemment prévu, en conséquence aux stratégies de dépenses "expansionnistes" et à des "estimations conservatrices des recettes". Suite à la baisse attendue des recettes pétrolières en raison de prix plus bas et d'une production plus faible, et par l'augmentation des dépenses publiques. Pour 2024, le gouvernement prévoit un **déficit budgétaire** de 1,9% du PIB, suivi de 1,6% en 2025 et de 2,3% en 2026. En 2023, les **dépenses totales** ont augmenté à 336,56 milliards de dollars, contre une estimation antérieure de 297,09 milliards de dollars, et devraient ralentir légèrement à 333,62 milliards de dollars en 2024. Le gouvernement vise à maintenir la discipline budgétaire en réduisant les **dépenses de subvention et les dépenses en capital** (la masse salariale publique représente environ 40 à 45% des **dépenses fiscales totales**), en tirant parti du fonds souverain.

Selon les chiffres annoncés par l'Autorité saoudienne des statistiques (GASTAT), à fin décembre 2023, l'**endettement direct total** de l'Arabie saoudite s'élevait à presque 280,1 milliards de dollars, dont 171,8 milliards de dollars de dette intérieure et 108,2 milliards de dollars de dette extérieure. Le FMI a estimé le ratio de la dette par rapport au PIB à 24,1% en 2023, avec une baisse attendue à 20,7% d'ici 2025. L'inflation a légèrement baissé à 2,5% mais elle reste au-dessus de la moyenne de 2% de la période 2010-2022 en raison de la forte demande de logements et des flux touristiques.

Les pronostics concernant le **solde budgétaire** du Royaume font état d'une aggravation du déficit, qui passe de 2,1% en 2023 à 2,4% du PIB en 2024. Ces prévisions s'expliquent par la baisse attendue des **recettes pétrolières** en raison de prix plus bas et d'une production plus faible, et par l'augmentation des dépenses publiques. Au cours de la dernière décennie, l'Arabie saoudite affichait des taux de change fixes, ce qui signifie que le Royaume n'a connu que peu ou pas de variations de change au cours des dix dernières années et que les réévaluations de change n'ont pas eu d'effet sur ses ratios dette/PIB.

Statistiques sur la dette							
Dette/PIB		Solde primaire		Intérêts payés		Dette (SAR)	Dette libellée en devises
(% du PIB)							
2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2022
23.8	26.2	3.3	-1.1	0.8	1	14.8	9

Source : *Macro Poverty Outlook de la Banque mondiale.*

À moyen terme, la croissance des secteurs non-pétroliers devrait rester soutenue, notamment grâce au dynamisme de la consommation des ménages et à l'investissement engagé dans le cadre de la «Vision 2030». Dans ce contexte, la **diversification de l'économie** devrait progresser, notamment dans les secteurs des services et de l'industrie. Une diversification qui devrait s'appuyer sur la puissance financière et la forte capacité d'endettement des fonds souverains saoudiens, en l'occurrence PIF. Nonobstant, des contraintes demeurent. Du côté des secteurs non-pétroliers, un certain nombre de contraintes pourraient ralentir le rebond de ce secteur. Le taux de chômage s'est stabilisé et le taux de participation de la population active a arrêté de progresser depuis environ deux ans, malgré la forte

⁶ Les recettes pétrolières resteront proches de 16% du PIB en 2024, contre 21% en 2022

⁷ À la suite de l'annonce de l'OPEP⁺ en juin 2023 sur l'extension des réductions de production jusqu'à la fin de 2024, les responsables saoudiens ont confirmé début septembre 2023 une extension de leur réduction volontaire de la production de pétrole de 1 million de barils par jour jusqu'à la fin de 2023. La production pétrolière de l'Arabie saoudite devrait augmenter d'environ 3% en 2024 sur une base annuelle, après avoir chuté de près de 7% en 2023

hausse du taux de participation des femmes depuis plusieurs années⁸. Une autre source de contraintes à la reprise économique des secteurs non-pétroliers est la hausse des coûts de production, qui est notamment liée aux perturbations du trafic maritime en mer Rouge.

La balance commerciale saoudienne a enregistré un excédent de 113,1 milliards de dollars en décembre 2023, contre un excédent de 221,3 milliards de dollars en 2022, soit une baisse de -48.89%. Les exportations non pétrolières, y compris les réexportations, ont enregistré une baisse de 13,7% par rapport à 2022, alors que les exportations nationales non-pétrolières, à l'exclusion des réexportations, ont diminué de 21,3%. Le pourcentage des exportations de pétrole par rapport aux exportations totales en 2023 était 77,3% contre 79,5% en 2022. Tandis que la valeur des marchandises réexportées a augmenté de 26,7% au cours de la même période, les exportations de marchandises ont chuté de 22,2% en 2023 par rapport à 2022, en raison d'une baisse des exportations de pétrole de 24,3%.

En 2023, les principales exportations saoudiennes étaient le pétrole brut (236 milliards de dollars), le pétrole raffiné (45,3 milliards de dollars), les polymères d'éthylène (13,1 milliards de dollars), les polymères de propylène (6,4 milliards de dollars) et les alcools acycliques (6,19 milliards de dollars). Les exportations sont principalement destinées à la Chine (68 milliards de dollars), à l'Inde (46,2 milliards de dollars), au Japon (36,5 milliards de dollars), à la Corée du Sud (36 milliards de dollars) et aux États-Unis (23,9 milliards de dollars).

Alors que l'adoption de nouvelles réductions volontaires de la production de pétrole freine la croissance de façon générale, **le déficit public saoudien** s'est élevé à 3,3 milliards de dollars au T1 2024 et la croissance saoudienne hors pétrole demeure vigoureuse. La croissance saoudienne a été revue à la baisse pour s'établir à -1,1% et à 2,7% en 2023 et en 2024, suite à la réduction de la production de pétrole décidées par l'OPEP+ dont celle du Royaume représente environ 55% des dernières réductions volontaires de la production.

Au T1 2024, les dépenses se sont élevées à 81,6 milliards de dollars et les revenus à 78,3 milliards de dollars (-18%). Les revenus non-pétroliers ont représenté 38% du total des revenus, soit 29,7 milliards de dollars (+9,0%), tandis que les revenus pétroliers⁹ ont représenté 62% du total, soit 48,5 milliards de dollars (+1,9%). Selon le ministre des finances, le déficit de ce premier trimestre a été financé par de la dette et non pas par les réserves de la banque centrale. Le FMI a estimé en avril dernier que, compte tenu des niveaux de production actuels, **le seuil de rentabilité budgétaire** de l'Arabie saoudite serait de 96,2 dollars le baril en 2024 - au-dessus des niveaux actuels de quelque 80 dollars.

Les réserves¹⁰ internationales du Royaume s'élevaient à 440 milliards de dollars au T1 2023 (soit l'équivalent d'environ 20 mois d'importations et la valeur nette de 925 milliards de dollars estimée dans son fonds souverain (PIF) en mai 2024 contre 650 milliards de dollars en juin 2023¹¹ lui permettront de rembourser facilement sa dette libellée en devises et financer des projets clé de la Vision 2030. Ces fonds permettront également au pays de maintenir facilement l'ancrage au dollar américain. Le Royaume s'endette pour financer ses mégaprojets ce qui entraîne une augmentation de **la dette publique**, qui s'est établie à 26,5% du PIB en 2023 contre 24,8% en 2022. Les besoins de financement budgétaire augmenteront en Arabie saoudite en 2024, le ratio de la dette au PIB devrait atteindre 27,7%, avant de se modérer à 25,8% à moyen terme. Le ratio dette/PIB devrait se stabiliser à 23,6% en 2023 et 24,6% en 2024 (FMI, 2023). Le solde de la dette publique devrait atteindre 253,19 milliards dollars en 2023, contre 262,24 milliards dollars en 2022. Même si le Royaume continue de lancer de nouveaux projets à l'image de Jaumur, dernière destination touristique annoncée à NEOM, le nombre de contrats attribué a vu une baisse ce qui se traduit par une baisse des dépenses principalement liées aux gigaprojets. On s'attend à ce que certains des projets seraient retardés pour éviter une trop grande pression sur l'économie nationale et par-là une réduction des budgets globaux de 25% en moyenne pour l'année 2024. En avril 2024, les contrats attribués -dans le cadre des mégaprojets- étaient d'une valeur de 166 milliards de dollars contre 271 milliards de dollars en mars et 509 milliards de dollars en février. À la fin du mois de mars 2024, l'encours total de la dette directe de l'Arabie saoudite s'élevait à 297,5 milliards de dollars, dont 177,3 milliards de dollars d'endettement intérieur et 120,2 milliards de dollars d'endettement extérieur. **La dette extérieure** s'élevait 26,2% du PIB contre 28,5% du PIB en 2022. L'inflation en Arabie saoudite est restée inchangée à 1,6% en avril, selon les données récentes de l'Autorité générale des statistiques (GASTAT). Les tensions **inflationnistes** devraient rester limitées en 2024, à l'instar de l'année précédente. La prévision d'inflation annuelle des autorités saoudiennes est de 2,2%, presque égale à la prévision actualisée du FMI (+2,3%, WEO avril).

⁸ Selon les dernières données disponibles de l'Autorité générale des statistiques saoudienne, le chômage parmi les Saoudiens est passé à 8,6% au troisième trimestre de 2023, contre 8,3% au deuxième trimestre de l'année, tandis que le taux de chômage global s'établissait à 5,1%.

⁹ Les recettes pétrolières resteront proches de 16% du PIB en 2024, contre 21% en 2022

¹⁰ Réserves en or 323,1 Tonnes (2023)

¹¹ <https://www.swfinstitute.org/profile/598cdaa60124e9fd2d05bc3b>

Les **principales sources de financement** de la diversification resteront le Fonds d'investissement public (PIF) et les investissements étrangers¹², qui totalisaient 640 milliards de dollars en 2022, soit près de 60% du PIB, dont 42% d'investissements directs étrangers. En outre, la majeure partie de la richesse saoudienne se trouve encore sous terre, même si l'on ne tient pas compte de la production pétrolière. En 2023, les mines et les carrières ont représenté un tiers de la production non-pétrolière totale. En dehors de ces secteurs, l'industrie manufacturière a représenté plus de 15% du PIB réel, tandis que l'immobilier et la construction ont contribué à hauteur de 14%.

Pour relancer le secteur privé, en l'occurrence le **secteur non pétrolier**, le Royaume a introduit différentes mesures dont **deux programmes phares de plusieurs milliards de dollars**. Un programme obligeant les **entreprises publiques** à réduire les dividendes qu'elles versent au gouvernement afin de stimuler les dépenses d'investissement. L'autre programme baptisé **Shareek**¹³ ("partenaire"), vise à inciter certaines des plus grandes entreprises locales à investir au moins 1,3 milliard de dollars localement d'ici 2030 et créer plus de 1,8 million d'emplois cumulés d'ici 2025. De même, le Royaume force les multinationales directement liées aux contrats publics à localiser leur siège régional dans le pays pour obtenir des contrats auprès des entités publiques et ce depuis le 1^{er} janvier 2024. Sauf exception¹⁴, aucune société étrangère non-établie dans le Royaume ne peut prétendre aux projets publics. En plus des conditions contenues dans («Le programme du Siège Régional, alias RHQ»), les entreprises étrangères ne peuvent plus bénéficier de la gratuité des droits de douane sur les importations en provenance d'autres pays du Golfe, le Royaume a banni la gratuité absolue des taxes douaniers sur tout produit fabriqué dans les autres pays du CCG. Des procédures qui pourraient affecter des entreprises suisses couvrant le marché saoudien depuis les Émirats arabes unis. Pour attirer des investisseurs réticents, le Royaume a annoncé ses **Zones Économiques Spéciales**¹⁵ (ZES) qui s'inscrivent dans le prolongement d'initiatives visant à faire du pays une destination d'investissements directs étrangers et une plaque tournante essentielle pour les chaînes d'approvisionnement mondiales, en tirant parti de sa position au cœur des principales routes commerciales à l'échelle régionale voire mondiale. Ces zones stratégiquement situées à travers le Royaume représentent la phase initiale d'un vaste programme à long terme de zones économiques spéciales.

Pour **financer ses mégaprojets** sans l'assèchement de ses ressources financières, Riyad se voit contraint à recourir massivement à l'endettement. Le pays a ainsi émis 12 milliards de dollars d'obligations, une première depuis sept ans. Les mégaprojets ont par ailleurs largement grignoté les ressources du PIF - en charge de ces initiatives¹⁶ - qui ait annoncé début 2024 que ses réserves de trésorerie avaient chuté de près de 75 % à l'automne dernier, pour tomber à 15 milliards de dollars environ. Le PIF a été en 2023 le plus actif au monde avec 31,5 milliards de dollars injectés dans 49 acquisitions, et prévoit de déployer 70 milliards de dollars d'investissements chaque année à partir de 2025 et ce après un programme d'investissement d'au moins 40 milliards de dollars dans l'économie locale¹⁷ chaque année entre 2021 et 2025. Afin que les projets phares ne soient bloqués ou annulés à cause de leur absence de rentabilité face à l'augmentation des coûts, le gouvernement saoudien continuerait certainement d'approvisionner le PIF au cours des prochaines années en augmentant sa part des actions dans Aramco. Les spécialistes suggèrent que le gouvernement pourrait injecter la somme de 270 milliards de dollars supplémentaires d'ici à 2030 dans le PIF.

Afin de relancer le **secteur privé** saoudien, largement dépendant des projets publics¹⁸, le gouvernement a annoncé des programmes stimulants dont le plan d'investissements d'environ 3'200 milliards de dollars à l'horizon 2030 pour accroître la production locale et créer une autosuffisance nationale et surtout soutenir les produits et services nationaux aux niveaux local et international, le gouvernement saoudien a lancé le programme « **Made in Saudi**¹⁹ ». L'Arabie saoudite a aussi lancé le **plan de privatisation**²⁰ **de 16 industries clés**.

¹² Le gouvernement a pour objectif d'attirer plus d'investissements, tant nationaux qu'étrangers, par le biais de privatisations et de partenariats. Plus de 160 initiatives de privatisation sont annoncées en 2022, dont celles concernant 29 aéroports, le secteur de l'éducation et de la santé. Sur la centaine de nouveaux projets public-privé dans la santé d'ici à 2027 qui ont été annoncés en octobre 2022 par le ministre saoudien de la santé dans le cadre du Global Health Forum & Exhibition, 10% sont pour le moment ouverts à la privatisation.

¹³ www.reuters.com/article/saudi-economy-int-idUSKBN2BM2L7

Le coût estimé des travaux et des acquisitions est inférieur à un million de riyals saoudiens ou les travaux et acquisitions sont effectués en dehors de l'Arabie saoudite. L'autre dérogation possible est si l'offre soumise par la multinationale n'ayant pas son siège social dans le Royaume est la meilleure offre technique après l'évaluation globale et, en termes financiers, est inférieure de vingt-cinq pour cent (25%) à la valeur de l'offre la moins distante.

¹⁵ - King Abdullah Economic City (KAEC) SEZ: chaînes d'approvisionnement et assemblage automobile, biens de consommation, logistique, MedTech, industrie pharmaceutique, technologies de l'information et de la communication (TIC).

- Jazan SEZ: Située la région fertile du sud-ouest du Royaume, elle offre de nombreuses opportunités pour la fabrication, la transformation et la distribution de produits agroalimentaires

- Ras Al-Khair SEZ: la zone constitue un écosystème marin totalement intégré qui a déjà attiré un important réseau d'investisseurs avec 40% de la zone déjà réservée. Elle est spécialisée dans la construction et réparation navale et le forage en mer.

- Cloud Computing SEZ: située au sein de la King Abdulaziz City for Science and Technology (KACST), elle est basée sur un modèle hybride qui permet aux investisseurs d'établir des centres de données, de services d'informatique « cloud » et de projets technologiques innovants dans l'ensemble du Royaume.

¹⁶ Actuellement 85% de ses actifs sont investis en Arabie saoudite pour soutenir le secteur privé local.

¹⁷ Des investissements centrés sur le développement de nouveaux secteurs de l'économie nationale avec pour objectif la création de 1,8 million d'emplois d'ici cinq ans.

¹⁸ Pour mémoire, des dizaines de milliards de dollars de contrats gouvernementaux sont restés impayés depuis 2014 et le gouvernement s'est vu forcé d'ajourner, retarder et même modifier des projets.

¹⁹ <https://saudimade.sa/en/about-us/about-the-program>

²⁰ https://www.ncp.gov.sa/en/Pages/Privatization_Program_ppp.aspx

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITES POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Le changement économique en Arabie saoudite est presque une révolution qui renforce de plus en plus le secteur privé. L'Arabie saoudite **a engagé des investissements énormes dans différents secteurs** saoudiens dont l'infrastructure, l'aéronautique les énergies renouvelables et les technologies de pointe différents domaines y compris l'aéronautique et le militaire, investissements dans les nouvelles technologies et dans le digital, en plus d'une refonte totale du secteur touristique. Le Royaume tend vers la modernité et le développement. Au premier plan de ce changement, les projets touristiques dont Red Sea, Al Ula et autres.

Depuis toujours **le développement des infrastructures** était le pilier de tout développement dans le Royaume et reste une composante prioritaire de la Vision 2030. L'Arabie saoudite cherche à établir de nouveaux partenariats commerciaux facilitant la circulation des biens. Les améliorations apportées aux transports, telles que les projets de métros ou les voies ferroviaires reliant différentes régions du Royaume sont destinées à soutenir ce plan. L'Arabie saoudite entend utiliser ses propres ressources en uranium pour développer le programme **nucléaire civil du Royaume**. Dépendant des hydrocarbures pour répondre à ses besoins croissants en électricité et en dessalement de l'eau, l'Arabie saoudite dit vouloir miser sur le nucléaire pour diversifier ses sources d'énergie. L'Arabie saoudite a signé de nombreux accords visant à développer la technologie nucléaire par le biais de la **King Abdullah City for Atomic and Renewable Energy (KA-Care)**, une entité gouvernementale saoudienne en charge de développement des secteurs de l'énergie nucléaire et renouvelable du pays. L'objectif affiché par le gouvernement est de créer une capacité nucléaire de 17 GWe d'ici 2040. Il s'agit notamment de centrales nucléaires et de réacteurs à haute température pour le dessalement de l'eau. Trois sites auraient été présélectionnés : Jubail, près du Golfe, ainsi que Tabuk et Jizan, près de la mer Rouge. Récemment, l'Arabie saoudite est parvenue avec les États-Unis à un "ensemble d'arrangements presque définitifs" pour un pacte de défense comprenant un volet nucléaire civil²¹. L'accord comprendrait une coopération nucléaire civile américaine pour les Saoudiens, structurée par des experts en non-prolifération de manière "rigoureuse".

En plus de son programme de développement industriel et logistique, le Royaume a dévoilé fin octobre 2022 la stratégie industrielle saoudienne qui vise à développer un secteur manufacturier compétitif hors pétrole et inclure des **technologies de pointe** dans les exportations du pays. Le Royaume a engagé des développements marquants pour le secteur des **technologies propres** dans le pays dont la plus grande usine d'hydrogène vert au monde et l'annonce du fonds de 500 millions de dollars de la branche capital-risque de Saudi Aramco prévu d'être investi dans l'efficacité énergétique et les solutions **d'énergie renouvelable (EnR)**. En ligne avec ses objectifs de diversification et Net Zero en 2060, le Royaume vise à financer le développement des énergies renouvelables pour augmenter leur part dans la production d'électricité à hauteur de 50%. Le PIF tire le verdissement de l'économie saoudienne qui vise à couvrir 50% de la production électrique par les EnR d'ici à 2030, par la construction de 59 GW de capacités d'EnR, réparties entre 73% de solaire et 27% d'éolien et le développement d'une filière industrielle nationale.

Largement désertique, l'Arabie saoudite est confrontée aux défis liés à sa **gestion de l'eau** (traitement de l'eau). Pour répondre à une demande croissante en eau, le Royaume investit dans **le dessalement**. Toutefois, cette ambition se heurte à des problématiques, notamment la grande consommation d'énergie et l'impact de ce dispositif sur l'environnement naturel. Le Royaume se verra dans l'obligation d'explorer de nouvelles pistes comme une meilleure abduction de ses eaux usées ainsi que des processus moins énergivores pour son parc de dessalement d'eau de mer. L'objectif à terme est de généraliser la technologie d'Osiose Inverse (RO), moins énergivore. L'alternative la plus sérieusement envisagée par le Royaume est une augmentation des capacités de traitement des eaux usées. À ce jour, la capacité de traitement des eaux usées est de 5.3 millions de mètres cubes/jour, avec 204 stations d'épurations réparties dans le pays. L'objectif, dans un premier temps, est de faire passer cette capacité à 8.4 millions d'ici fin 2023. D'ici à 2025, l'Arabie saoudite prévoit de traiter 100% des **eaux usées urbaines** et d'atteindront 10.3 millions mètres cubes/jour en 2030.

Le développement du **secteur du tourisme et du divertissement** est également une priorité dans le cadre de la Vision 2030, avec des plans visant à développer des attractions touristiques répondant aux normes internationales les plus élevées et à développer des sites potentiels du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le secteur saoudien du **divertissement et des événements sportifs** est en pleine croissance.

²¹ La société suisse Transmutex propose ses services aux différentes entités saoudiennes concernées dont le ministère de l'énergie et Ka-Care

Identifié dans la Vision 2030 comme l'un des secteurs clés de la croissance économique, **le secteur minier**²² national continue de se développer et s'attend à avoir des opportunités importantes dans les projets d'exploration et de développement. Le Royaume cherche à aller au-delà de l'exploration et de l'extraction et ce pour créer des chaînes de valeur intégrées, un élément central de la stratégie minière nationale. Actuellement, la société minière nationale Ma'aden exploite 11 mines produisant des engrais phosphatés, de l'or, de l'aluminium, du cuivre et des minéraux industriels, et comprend trois filiales en propriété exclusive ainsi que sept coentreprises (JV).

L'Arabie saoudite jouit d'un important marché intérieur. Ce qui se traduit par des opportunités pour la Suisse dans un Royaume en perpétuelle transformation, notamment : la qualification de la main-d'œuvre, les systèmes d'information, les services de soins de santé, les énergies renouvelables, le secteur d'eau y compris le recyclage d'eau usée, et la distribution/ transmission, l'industrie minière, le divertissement et le tourisme. Avec l'importance accrue accordée aux technologies axées sur les données telles que l'intelligence artificielle (IA), l'apprentissage artificiel (machine learning), le cloud computing, la blockchain, l'automatisation et la robotique, l'internet des objets (IoT), la mobilité intelligente, et la cybersécurité pour son économie numérique en pleine évolution entre autres.

Le pays se change et cherche à importer et surtout à développer localement une technologie avancée, le savoir industriel suisse pourrait avoir la cote. Ces dernières années et au-delà des déclarations conventionnelles sur le rapprochement et la coopération entre la Suisse et l'Arabie Saoudite, beaucoup d'entreprises suisses se cherchent des opportunités dans le marché saoudien et ont constaté l'appréciation des Saoudiens du savoir-faire suisse. L'image obsolète de l'Arabie saoudite qu'ont des entrepreneurs suisses s'estompent peu à peu. Le Royaume se change rapidement et séduit des entreprises suisses dans différents secteurs. Déjà des sociétés suisses sont engagées dans les mégaprojets dont Qiddiya, Red Sea et Néom et ce dans de nombreux domaines dont l'infrastructure et le tourisme. Si des entreprises suisses continuent d'identifier des agents locaux, d'autres s'y implantent déjà en montant leur propres entreprises/succursales. Les entreprises suisses explorent des opportunités dans différents secteurs²³.

²² Le Royaume a identifié plus de 1200 sites de métaux précieux et 1170 sites de métaux non précieux.

²³ Les produits chimiques, industriels et manufacturiers, le transport et la logistique, les technologies de l'information et de la communication, les soins de santé et les sciences de la vie, la gestion de l'eau et des déchets, l'énergie, l'éducation et la formation professionnelle, le tourisme et le divertissement, l'immobilier –villes intelligentes-, les services financiers y compris la cybernétique, ainsi que le secteur des mines et métaux

3 POLITIQUE ECONOMIQUE EXTERIEURE

3.1 Politique et priorités de l'Arabie saoudite

Ni la guerre en Ukraine ni celle de Gaza n'a fait les affaires d'un Royaume cherchant à réaligner sa politique étrangère sur ses priorités internes (Vision 2030, diversification de l'économie). Se voulant leader géopolitique régional, l'Arabie saoudite joue un rôle moteur dans les nouvelles recompositions d'un Moyen Orient constamment instable. Considérant la guerre en Ukraine une affaire strictement européenne, l'Arabie saoudite – autant que les autres pays du Golfe- a adopté une stratégie de hedging ou d'équilibre, n'apportant aucune aide militaire à l'Ukraine mais n'approuvant pas non plus l'invasion russe. Le leadership saoudien invite avec constance à la recherche d'une solution diplomatique et à la désescalade et se pose en médiateur.

Semblant placer sa relation à ses alliés occidentaux traditionnels au cœur des débats, l'Arabie saoudite déploie une politique étrangère plus assertive et aux accents nationalistes pour défendre ses intérêts avec la plus grande intransigeance. Il est d'autant plus parlant, dans cette optique, que Riyad ait signé un accord de coopération militaire conjointe avec Moscou fin août 2021, en complément de l'accord militaro-technique signé en février de la même année, quelques jours après la chute de Kaboul. Dans le jeu de force à l'œuvre depuis fin février 2022, Riyad montre une réticence sans équivoque à donner la priorité aux demandes occidentales sur le plan énergétique, jouant la carte la plus forte à sa disposition. En pleine crise, en mars 2022, les pays de l'OPEP+ décident de maintenir leurs quotas de production malgré les demandes insistantes des États-Unis de soulager une demande mondiale qui explose sous l'effet des sanctions imposées sur les exportations russes. Le refus est perçu comme un signe de défiance sans précédent envers l'administration américaine et d'alignement saoudien avec les intérêts russes. Sur le plan économique, une coopération plus approfondie s'est mise en place lorsque le PIF et le Russian Direct Investment Fund (RDIF) [fonds souverain russe] ont en outre signé un accord de coopération, en 2015, pour l'investissement de 10 milliards de dollars en Russie. En août 2022, la Kingdom Holding Company, propriété du prince Al-Walid ben Talal, a par ailleurs investi 500 millions de dollars dans les sociétés pétrolières russes Gazprom, Rosneft et Lukoil. L'Arabie saoudite regarde vers l'est pour nombre de ses programmes stratégiques, notamment la construction d'une capacité nucléaire civile.

Membre du **G20**, l'Arabie saoudite est pleinement attachée aux objectifs du G20 et soutient les efforts mis en œuvre visant à parvenir à une croissance économique forte, équilibrée, durable et inclusive. Le Royaume est aussi membre de l'**Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)** et de l'**Organisation mondiale du commerce (OMC)**. Il est aussi membre de la **Ligue Arabe et de la Grande Zone Arabe de libre-échange (GAFTA)**²⁴.

Depuis son accès à l'**OMC** en 2005 et dans le but de promouvoir le commerce international, l'Arabie saoudite s'attache à créer un environnement propice aux affaires et aux échanges, aligné sur les attentes de sociétés étrangères. Ainsi une série de mesures a été prise pour renforcer la confiance et la sécurité juridique dans l'économie (**loi sur les sociétés, lois sur la propriété intellectuelle**) y compris l'installation des **tribunaux commerciaux** et un cadre légal favorable aux affaires depuis 2017. Une **loi sur les investissements** en préparation prévoit d'égaliser le traitement des investisseurs étrangers et saoudiens en supprimant les avantages commerciaux accordés à ces derniers pour la gestion, l'acquisition, la liquidation ou la vente de toute entreprise. La nouvelle **loi sur la concurrence** entrée en vigueur en 2019 introduit la formation d'une commission spécialisée sur le règlement des litiges, en plus du Centre pour l'**arbitrage commercial** dont le Royaume est doté depuis 2016. Pour de spécialistes, le paysage juridique commercial en Arabie saoudite rapproche les standards occidentaux.

Sur le **plan régional**, l'Arabie saoudite a créé le **Conseil des États Riverains de la mer Rouge** en 2020, organisation régionale qui comprend des pays d'Asie et d'Afrique et qui vise à sécuriser la route maritime et le commerce mondial transitant par la mer Rouge. Depuis décembre 2022, plusieurs sommets se sont tenus dans le Royaume pour concrétiser son rôle prépondérant dans la région. De même, l'Arabie saoudite est le membre le plus influent du **Conseil de Coopération du Golfe (CCG)** avec les Emirats arabes unis. Après avoir renoué ces deux dernières années avec la Turquie et le Qatar, deux pays avec lesquels les relations étaient devenues exécrables, entraînant dans son sillage les Emirats arabes unis (EAU), l'Égypte et Bahreïn, le Royaume a signé un accord de détente avec l'Iran, éternel concurrent de l'Arabie dans la course à la suprématie régionale. L'Arabie saoudite a aussi réintégré la Syrie dans le concert arabe. Riyad et Abou Dhabi semblent vouloir impulser un nouvel ordre, relativement affranchi des influences étrangères, stable, antidémocratique et porté sur les intérêts économiques : **la réorganisation du Moyen-Orient**.

²⁴GAFTA est un pacte de la Ligue Arabe entré en vigueur le 1^{er} janvier 2005 qui vise à former une zone de libre-échange arabe.

3.2 Perspectives pour la Suisse

Signé le 22 juin 2009, l'**accord de libre-échange (ALE) entre les pays de l'AELE et ceux du CCG** est entré officiellement en vigueur le 1^{er} juillet 2015 au lieu du 1^{er} juillet 2014. Le 1^{er} juillet 2020, l'**élimination des tarifs sur les produits de la catégorie B** est entrée officiellement en vigueur (au lieu du 1^{er} juillet 2019, comme prévu). En avril 2021, le premier conteneur (catégorie B) arrivant depuis la Suisse a bénéficié du traitement préférentiel garanti par ledit ALE.

Les autres accords signés entre les deux pays correspondent à l'**accord de protection des investissements** - entré en vigueur le 9 août 2008 et qui a été prolongé pour une période de deux ans. Et dont l'amendement est encore par les deux pays, l'**accord aérien**²⁵ - entré en vigueur le 5 février 2015 - et l'accord de **double imposition fiscale** signé à Riyad en février 2018. La convention est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2021. En outre l'accord d'**échange automatique d'informations** est déjà en place depuis janvier 2018.

En février 2024 lors de la visite officielle de Conseiller Fédéral Guy Parmelin en Arabie saoudite, Suisse Tourisme a signé un protocole pour collaborer avec l'autorité touristique saoudienne et ce après avoir ouvert une antenne à Riyad en 2023.

²⁵ Depuis l'arrêt des vols directs assurés par Swiss International Airlines cet accord bénéficie uniquement à la partie saoudienne.

4 COMMERCE EXTERIEUR

L'Arabie saoudite était le 21^e exportateur de biens et le 32^e marché d'importation au monde en 2022, le commerce extérieur représentant 64% de son PIB (Banque mondiale, 2023). Les produits pétroliers représentent une grande majorité des exportations (79,5% en 2022), suivis des produits pétrochimiques (propylène, éthylène, etc.), couvrant 77,3% de toutes les exportations en 2023 contre 79,5% en 2022 (Autorité saoudienne des statistiques). Selon le FMI, les recettes pétrolières resteront proches de 16% du PIB en 2024, contre 21% en 2022. Les machines et équipements électriques représentent la plus grande part des importations, suivis par l'automobile, la chimie et des produits métalliques.

4.1 Evolution et perspectives générales

Les exportations globales de marchandises ont diminué de 14,4% au quatrième trimestre 2023 par rapport au quatrième trimestre 2022. La valeur des exportations s'est élevée à 92,27 milliards de dollars au 4^e trimestre 2023, en baisse par rapport aux 107,79 milliards de dollars du 4^e trimestre 2022. Cette baisse provient principalement des exportations de pétrole, qui ont chuté de 15,24 milliards de dollars, soit 17,8%, au cours de la même période. 17,8% au cours de la même période, passant de 85,49 milliards de dollars au quatrième trimestre 2022 à 70,25 milliards de dollars. La part des exportations de pétrole dans les exportations totales a diminué de 79,3% au quatrième trimestre 2022 à 76,1% au quatrième trimestre 2023. Par rapport au T3 2023, les exportations totales de marchandises ont diminué de 743,36 millions de dollars, soit 0,8%.

Les exportations non-pétrolières (y compris les réexportations) ont diminué de 1,2% par rapport au quatrième trimestre 2022, passant de 22,27 milliards de dollars au quatrième trimestre 2022 à 22,02 milliards de dollars. Les exportations non-pétrolières (hors réexportations) ont diminué de 9,2%, tandis que les réexportations ont augmenté de 42,1% au cours de la même période. D'autre part, les exportations non-pétrolières (y compris les réexportations) ont augmenté de 588,50 millions de dollars ou 2,7% par rapport au T3 2023. Les importations de marchandises ont augmenté de 2,8% (1,67 milliards de dollars) au quatrième trimestre 2023. La valeur des importations s'est élevée à 62,38 milliards de dollars au T4 2023 contre 60,71 milliards de dollars au 4^e trimestre 2022. Les importations ont également diminué de 588,50 millions de dollars, soit 0,9%, par rapport au T3 2023.

4.1.1 Commerce de marchandises

Les principaux partenaires d'exportation de l'Arabie saoudite sont la Chine, le Japon, l'Inde, la Corée du Sud, les Émirats arabes unis, les États-Unis, le Bahreïn, le Taïwan, la Malaisie et le Singapour. Les exportations du Royaume vers ces pays se sont limitées à 209,24 milliards de dollars (soit une baisse de 22,95% sur un an), représentant 65,34% (contre 66,2% en 2022) des exportations totales. Les importations du pays proviennent principalement de la Chine, des États-Unis, des Émirats arabes unis (produits réexportés, surtout), de l'Inde, de l'Allemagne, le Japon, **la Suisse**, la Corée du Sud, l'Italie et de l'Égypte (données du Royaume, 2023). Les importations de l'Arabie saoudite en provenance de ces pays s'élevaient à 128,32 milliards de dollars (+10,60%), soit 61,96% du total des importations.

4.1.2 Commerce de services

Pour l'année 2022, le Royaume a exporté pour 31,89 milliards de dollars de services et en a importé 82,80 milliards de dollars (UNCTADstat). Accusant une augmentation de 12,99% dans ses importations de services et 209,61% de ses exportations.

L'Arabie saoudite a le **système bancaire** le plus solide du CCG et s'appête à devenir un pôle régional en matière de technologies financières (Fintech) grâce au système bancaire ouvert (l'open banking) introduit en mai 2022. Grâce à ce système, l'Arabie saoudite vise (1) l'amélioration du secteur bancaire et financier afin de soutenir le secteur privé, (2) l'optimisation et le renforcement des marchés de capitaux; et (3) l'encouragement des investissements individuels et la planification financière.

Libellé produit	Importations (Milliers USD)		Exportations (Milliers USD)	
	2021	2022	2021	2022
Tous services confondus	73'281'012	82'800'736	10'303'209	31'892'633
Pour mémoire : Services commerciaux	62'045'678	70'078'444	9'701'566	31'268'820
Voyages	16'804'496	23'093'692	3'817'401	23'475'075
Transport	12'176'179	15'913'535	2'668'482	4'734'108
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	20'278'488	15'009'358	1'464'057	1'752'230
Services financiers	11'235'334	12'722'292	1'434'827	875'126
Biens et services des administrations publiques, n.i.a.	1'809'993	3'154'010	601'643	623'813
Autres services aux entreprises	1'197'384	2'489'495	206'133	252'800
Services d'assurance et de pension	3'166'820	2'222'886	110'667	179'480

Sources : IMF, UNSD, Eurostat, UNCTAD et WTO

4.2.1 Commerce de marchandises

En 2023, la Suisse a eu un commerce net important avec l'Arabie saoudite pour les exportations de produits pharmaceutiques (656,06 millions de francs suisses, accusant une hausse de 5,7%), d'instruments (312 millions de dollars), de machines (273.99 millions de francs suisses), pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie (4'167.19 millions de francs suisses, accusant une hausse de 40,1%), horlogerie (354,24 millions de francs suisses, accusant une hausse 2,6%).

En 2023, l'Arabie saoudite a eu un commerce net important avec la Suisse pour les exportations de métaux précieux (528,56 millions de francs suisses, -6,9%), de métaux (125,39 millions de francs suisses, -29,8%).

4.2 Commerce bilatéral (voir l'annexe 4).

En 2023, l'Arabie saoudite était le deuxième partenaire commercial de la Suisse au Moyen Orient (après les Emirats arabes unis) et le volume des échanges a atteint 6'880,49 millions CHF, contre 5'537.30 en 2022 (+24,26%). Les exportations de la Suisse vers l'Arabie saoudite ont cru de +26,5% en 2023 pour atteindre 6'082,72 millions CHF (contre 4'808 pour la dernière année). Les exportations de l'Arabie saoudite vers la Suisse ont baissé de -8.6% pour une valeur de 729,09 millions CHF contre 797,72 millions CHF pour la même période de la dernière année. La Suisse est le 6^{ème} fournisseur du Royaume avec une part de marché de 3,19% (voir annexe 3). La balance commerciale est structurellement bénéficiaire pour la Suisse et s'élève en 2023 à 5'353.62 millions CHF contre 4'010.49 millions CHF pour 2022 (+33,49%).

Les principaux produits d'exportation suisses ont été les « produits traditionnels »: produits pharmaceutiques (10,8%), produits horlogers 5,8%) et machines (5,56%) et pierres précieuses, métaux précieux, bijoux (68,5%).

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Attirer davantage d'investissements directs étrangers est un élément clé de la feuille de route Vision 2030 visant à diversifier l'économie saoudienne. Le Royaume s'est fixé pour objectif de porter les investissements directs étrangers (IDE) à 100 milliards de dollars, soit 5,9% du produit intérieur brut, d'ici à 2030. Les entrées d'IDE s'élevaient à 29 milliards de dollars en 2016, lorsque Vision 2030 a été annoncée. L'augmentation des IDE soutiendra le développement de nouvelles industries et de nouveaux secteurs, tels que l'intelligence artificielle, les jeux, la fabrication de pointe, l'exploitation minière, les énergies renouvelables et le tourisme. Les IDE apportent la technologie, le capital, les capacités de formation et les modèles d'entreprise qui sont essentiels au succès et à la compétitivité à long terme de l'économie non pétrolière de l'Arabie saoudite.

L'Autorité générale saoudienne pour les statistiques a récemment révisé les données sur les IDE du Royaume afin d'intégrer les dernières méthodologies statistiques internationales²⁶. Ces nouvelles données montrent que les entrées d'IDE en Arabie saoudite en 2023 se sont élevées à 19 milliards de dollars. Bien que ce chiffre soit inférieur à ceux de 2021 et 2022²⁷ (respectivement 27 et 33 milliards de dollars).

Même si les résultats d'une récente enquête sur la confiance dans l'IDE réalisée par AT Kearney (sur la base d'entretiens avec des cadres supérieurs de plus de 500 entreprises mondiales) montre que l'Arabie saoudite est passée de la 24^{ème} place en 2023 à la 14^{ème} place dans le classement mondial de la confiance en matière d'IDE, le gouvernement saoudien ne s'attendait pas à une reprise rapide de l'IDE. L'objectif annuel d'IDE fixé dans la stratégie nationale d'investissement pour 2023 était de 22 milliards de dollars, soit à peine plus que le résultat de 19 milliards de dollars.

Même si le Royaume n'a pas atteint ses objectifs annuels en matière d'IDE fixés dans la Vision 2030, il y a toutefois des raisons d'être optimiste quant à la reprise des flux d'IDE dans les années à venir. Même si elles n'atteignent pas l'objectif de 2030, des entrées plus importantes peuvent encore contribuer de manière significative aux efforts de diversification en cours. L'espoir d'une augmentation des entrées repose sur les améliorations apportées à l'environnement d'investissement en Arabie saoudite. Les principaux facteurs déterminants pour attirer les IDE sont l'ouverture d'un pays au commerce, la volonté de permettre aux investisseurs d'entrer et de sortir de l'argent du pays sans restriction, la qualité du système juridique et la protection des droits des investisseurs, la facilité avec laquelle les investisseurs peuvent satisfaire aux exigences en matière d'autorisation et de réglementation et payer les impôts, ainsi que la qualité et les compétences de la main-d'œuvre, la capacité technologique et d'innovation, la capacité de recherche et de développement, la qualité de l'infrastructure numérique et les incitations gouvernementales. L'Arabie saoudite a réalisé d'importants progrès dans plusieurs domaines.

Selon la CNUCED²⁸, les ventes de fusions-acquisitions transfrontalières sont restées élevées, la transaction la plus notable impliquant l'acquisition de 49% des parts de Aramco Gas Pipelines pour 16 milliards de dollars par un consortium d'investisseurs comprenant des entités de Chine, de Hong Kong, d'Arabie saoudite et des États-Unis. Les Émirats arabes unis, les États-Unis, la France, Singapour, le Japon, le Koweït et la Malaisie sont les principaux investisseurs en Arabie saoudite. Les investissements sont principalement orientés vers l'industrie chimique, l'immobilier, les combustibles fossiles, l'automobile, le tourisme, les plastiques et la machinerie. Pendant ce temps, les sorties saoudiennes ont totalisé 18,8 milliards de dollars en 2022, faisant du pays le 17^{ème} plus grand investisseur mondial.

Récemment, l'Arabie saoudite a lancé un programme de **zones économiques spéciales (ZES)** axé sur les industries non traditionnelles (notamment l'informatique dématérialisée, le tourisme, les énergies renouvelables et la logistique) ce qui pourrait attirer des investisseurs en quête d'opportunités liées aux projets gouvernementaux. De même, le Royaume a révisé sa loi minière afin de faciliter l'accès des investisseurs au financement et de soutenir les activités d'exploration et d'étude géologique y compris le soutien des activités d'exploration et d'études géologiques.

Le gouvernement a investi massivement dans les infrastructures pour attirer les investissements, et séduire les entreprises étrangères à s'implanter dans le Royaume. Les IDE sont considérés comme l'un des piliers les plus efficaces de diversifier l'économie (transfert de la technologie et l'usage des matières premières locales) et de création d'emploi pour une population très jeune. Le gouvernement a ouvert les

²⁶ <https://www.stats.gov.sa/en/1271>

²⁷ les chiffres de ces deux années ont été considérablement augmentés par la vente par Aramco de participations dans un oléoduc et un gazoduc à des consortiums composés en grande partie d'investisseurs étrangers. Bien que ces ventes aient été enregistrées dans les données comme des investissements directs étrangers dans le secteur du « transport et du stockage », il s'agissait en fait d'investissements dans le secteur des hydrocarbures. Si l'on exclut la valeur estimée de ces transactions, les entrées d'IDE dans l'économie non-pétrolière - une meilleure indication de la manière dont les IDE peuvent contribuer aux efforts de diversification - étaient de 15 milliards de dollars en 2021 et de 19 milliards de dollars en 2022.

²⁸ <https://unctad.org/news/global-foreign-direct-investment-rebounded-strongly-2021-recovery-highly-uneven>

secteurs²⁹ de la vente au détail et de gros à une propriété étrangère à 100% et a lancé un vaste programme de privatisation.

L'inflation maîtrisée du pays et le taux de change relativement stable, l'ouverture au capital étranger dans le gaz amont, ainsi que les programmes de privatisation étendus, figurent parmi les avantages attirant les investisseurs dans le pays. De même, la performance dynamique du secteur bancaire, l'accès aux plus grandes réserves de pétrole du monde, des coûts énergétiques très faibles et un niveau de vie élevé sont des facteurs décisifs pour les investisseurs étrangers. L'Arabie saoudite se classe au 48^{ème} rang parmi les 132 économies dans l'Indice mondial de l'innovation 2023 et au 98^{ème} rang sur 177 pays dans l'Indice de la liberté économique 2023.

Investissement Direct Etranger	2021	2022
Flux d'IDE entrants (millions USD)	19.286	7.886
Stocks d'DIE (millions USD)	261.061	268.947
Nombre d'investissements greenfield*	150	239
Value of Greenfield Investments (million USD)	8.958	13.473

Source : UNCTAD, Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

5.2 Investissements bilatéraux

Il n'existe pas de chiffres disponibles concernant les investissements directs saoudiens en Suisse et vice versa. Cependant depuis 2022 des entreprises suisses manifestent leurs intérêts à établir une présence physique dans le Royaume. On peut présager que les investissements privés suisses en Arabie saoudite pourraient être renforcés au cours des années à venir non seulement parce que le Royaume consolide sa décision de limiter les contrats publics aux seules entreprises établies dans le pays, mais surtout celles trouvant dans le marché saoudien des opportunités dans des secteurs comme l'industrie aéronautique, l'infrastructure et la logistique.

Les investisseurs saoudiens en Suisse sont principalement actifs dans les secteurs de l'immobilier et de l'hôtellerie, ainsi que dans certaines branches de l'industrie (machines, montres et chimique). Le conglomérat saoudien Olayan group et Saudi National Bank étaient un actionnaire important (4.93%) du Crédit Suisse détenu à 9.88%³⁰ par la Banque nationale saoudienne (SNB). De même, SABIC détient une participation de 31.5% dans une entreprise de produits chimiques de spécialité ciblée, durable et innovante.

²⁹ Néanmoins, l'investissement étranger est actuellement interdit dans 10 secteurs, notamment l'exploration pétrolière, le forage et la production ; la pêche; les services de sécurité et de détective ; et l'investissement immobilier dans les villes saintes de La Mecque et de Médine.

³⁰ La participation de la BNS dans le Crédit Suisse de 9,88% sera convertie en une participation dans UBS d'environ 0,5% à la fin de la fusion d'UBS et Crédit Suisse. La BNS avait subi une perte d'environ 80% sur son investissement dans Crédit Suisse, soit 1.2 milliard de dollars. Le Groupe Olayan n'a pas informé de sa perte suite à l'effondrement du Crédit Suisse.

6 PROMOTION ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Outre l'**Ambassade de Suisse à Riyad**³¹, le principal promoteur des liens économiques entre la Suisse et l'Arabie saoudite est **Switzerland Global Enterprise (S-GE)**, qui dispose d'un **Swiss Business Hub Middle East (SBHME)** basé à Dubaï avec une antenne à Riyad. En contact direct avec les entreprises suisses et des associations suisses ; S-GE informe régulièrement à-propos des nouvelles réglementations ; organise régulièrement des journées d'information ouvertes en Suisse et arrange constamment des « Voyages d'affaires » dans le Royaume pour des entreprises intéressées par le marché saoudien en plus de l'identification de potentiels partenaires pour les entreprises suisses. En coopération avec cette ambassade, S-GE a organisé un voyage d'affaires lié à l'infrastructure en février 2023 et un autre en octobre 2022. La mission de février a été chapotée par le Conseiller fédéral Guy Parmelin, alors que celle d'octobre 2022 l'a été par la secrétaire d'État Helene Budliger Artieda.

Pour soutenir le Saudi-Swiss Business Council³² (**SSBC**), créé le 1^{er} avril 2006 entre le conseil saoudien des chambres de commerce et de l'industrie et la Swiss Business Association Saudi Arabia (**SBASA**), l'ambassade a initié en février 2016 la mise en place du « **Swiss Business Network Saudi Arabia** » (**SBNSA**), lequel a pour objectif de donner plus de visibilité sur l'industrie suisse présente dans le Royaume. En collaboration avec l'Ambassade de Suisse à Riyad, SBNSA organise régulièrement des soirées thématiques pour ses membres.

La **commission économique mixte (CEM)**, organisme créé en 1976 et qui réunit des représentants de l'administration et de l'économie privée suisses et saoudiens, constitue une plateforme permettant le bon maintien de relations entre les officiels des deux pays, la mise en lumière des problèmes auxquels font face les entreprises suisses dans le Royaume et l'information sur les projets en cours dans le pays. La dernière session, la 13^{ème} session s'est tenue le 16 janvier 2023 à Zurich sous la supervision de l'Ambassadeur Erwin Bollinger. Le Conseiller fédéral Guy Parmelin et le Ministre saoudien Khaled Al Falih, le ministre des investissements, ont assisté à l'ouverture de cette session. A rappeler que Al Falih a assisté aussi à l'ouverture de la 12^{ème} session tenue à Riyad l'année dernier. Ce qui explique l'importance accordée par le Royaume à ces réunions et à la Suisse.

Suisse Tourisme (ST) est présent dans la péninsule arabique avec un bureau à Dubaï. ST continue d'organiser son « road show » annuel en Arabie saoudite et d'autres activités ponctuelles (VIP Ladies dinner, fashion show, etc.) pour la promotion de la Suisse comme destination touristique. En novembre 2022, ST a soutenu une délégation d'hôpitaux et cliniques suisses dans leurs besoins de séduire des clients aisés saoudiens. Pour renforcer sa présence dans le marché saoudien, ST a ouvert une antenne intégrée dans l'ambassade de la suisse à Riyad.

Le dialogue financier entre la Suisse et l'Arabie saoudite est un autre important outil pour échanger et surtout aborder renforcer la coopération entre les deux états dans le secteur financier. Si lors du troisième dialogue financier, les deux délégations ont souligné le grand potentiel de la numérisation pour des services financiers durables, l'amélioration de l'accès réciproque aux marchés et la gestion de la dette souveraine, l'occasion fut aussi pour SIX et Tadawul de signer un protocole d'accord sur la coopération dans le secteur boursier. Lors du quatrième dialogue financier (21.06.2024, à Zurich), les délégations ont échangé leurs vues sur la situation économique mondiale se sont entretenues de questions bilatérales dans les domaines des banques et des assurances ainsi que de la finance durable et de la finance numérique.

Pour ce qui est des Visites officielles, ces dernières années on a pu observer une nette augmentation de rencontres officielles d'hauts représentants suisses et saoudiens aussi bien en Arabie saoudite qu'en Suisse. Dans sa qualité de président de la Confédération, Ueli Maurer a mené une visite présidentielle en octobre 2019 au cours de laquelle il a été reçu notamment par le roi Salman et le prince héritier Mohamed Bin Salman (MBS). Le président Maurer a d'autre part prononcé à Riyad l'un des discours d'ouverture au 2^{ème} congrès international annuel « Future Investment Initiative ».

Après avoir rencontré le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Faisal bin Farhan, lors des réunions des Nations unies à Genève en février dernier, le ministre suisse des affaires étrangères **Ignazio Cassis** s'est rendu à Riyadh pour participer à une réunion spéciale du Forum économique mondial (WEF) en avril dernier et pour discuter de la coopération mondiale, de la situation au Moyen-Orient et de l'Ukraine avec son homologue le prince Faisal bin Farhan.

³¹ Le consulat général à Djeddah est fermé depuis fin juin 2014. De même, la compagnie aérienne Swiss a supprimé ses vols directs entre la Suisse et le Royaume en février 2010. Seule la compagnie saoudienne Saudia offre des vols directs vers Genève depuis Riyad et Djeddah.

³² Inactif, le SSBC a été « suspendu » fin 2019. Il est probable qu'il soit réactivé prochainement sous une différente structure. La dernière activité en date du SSBC fut en mars 2018 en Suisse, en collaboration avec différents acteurs suisses dont l'Ambassade de Suisse à Riyad, S-GE, le SECO et le SBNSA.

En Février 2024, le Conseiller fédéral Guy Parmelin a visité Riyad en compagnie d'une large délégation représentative de l'économie suisse. Lors de la visite, différents accords ont été signés entre différentes entités saoudo-suisse dont Stadler et la Saudi Arabia Railways (SAR), ST et la Saudi Tourism Authority et la Swiss Company Hashgraph qui compte établir en Arabie saoudite son siège régional.

En septembre 2023, la secrétaire d'État Helene Budliger Artieda, directrice du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), a chapoté une délégation représentative de l'économie suisse et s'est entretenue avec le ministre de l'Industrie et des Ressources minérales, M. Bandar Alkhorayef, la vice-ministre du commerce, Dr Eman Almitairi, le ministre de l'Economie et du plan, M. Faisal al-Ibrahim et le vice-ministre de l'investissement, M. Ibrahim Al Mubarak. Elle a aussi co-présidé avec le Président de la Ville du roi Abdulaziz pour la science et la technologie (KACST³³) le forum Cleantech Saoudo-Suisse coorganisé par l'Ambassade Suisse en Arabie saoudite avec KACST.

6.2 Intérêt de l'Arabie saoudite pour la Suisse

La Suisse est traditionnellement l'un des lieux de prédilection du **tourisme saoudien**³⁴. Pour l'année 2023, les touristes saoudiens ont passé 308'635 nuitées en Suisse contre 300'100 nuitées en 2022 (+2,84%).

La Suisse jouit d'une excellente réputation dans différents domaines dont **l'enseignement, la formation professionnelle et la qualité des structures de soins médicaux** suisses. Les ambitions saoudiennes de diversifier son économie représente une opportunité pour les **écoles hôtelières** suisses, les hôpitaux et les cliniques suisses qui pourraient nouer des partenariats avec différentes institutions saoudiennes en quête de partenaires stratégiques étrangers. Les start-ups suisses commencent déjà par séduire en Arabie saoudite. A suivre et surtout à soutenir.

³³ King Abdul Aziz City for Science and Technology (KACST)

³⁴ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/quoi-de-neuf.assetdetail.32067924.html>

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie d'Arabie saoudite

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (<i>en% de l'emploi total</i>)	2,7	20,0	77,3
Valeur ajoutée (<i>en% du PIB</i>)	2,4	53,3	39,2
Valeur ajoutée (<i>croissance annuelle en%</i>)	3,9	12,8	4,3

Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles.

Répartition de l'activité économique par secteur

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (<i>en% de l'emploi total</i>)	2,7	20,0	77,3
Valeur ajoutée (<i>en% du PIB</i>)	2,4	53,3	39,2
Valeur ajoutée (<i>croissance annuelle en%</i>)	3,9	12,8	4,3

Source : [Banque Mondiale](#), Dernières données disponibles.

En 2023, les activités liées au pétrole brut et au gaz naturel ont contribué à hauteur de 50% au PIB de l'Arabie saoudite, ce qui signifie que cette industrie est d'une importance significative pour l'économie du pays, malgré les efforts de la diversification des ressources du Royaume.

Les activités manufacturières -autres que le raffinage du pétrole- ont suivi avec 8,6%, et les activités de commerce de gros et de détail ainsi que les restaurants et les hôtels ont contribué à hauteur de 8,2%.

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques de l'Arabie saoudite

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (<i>milliards USD</i>)	1.108,15	1.069,44	1.109,51	1.150,51	1.188,13
PIB (<i>croissance annuelle en%, prix constant</i>)	8,7	0,8	4,0	4,2	3,3
PIB par habitant (<i>USD</i>)	34.441	32.586	33.144	33.695	34.115
Endettement de l'Etat (<i>en% du PIB</i>)	23,8	24,1	22,4	20,7	19,2
Taux d'inflation (%)	n/a	2,5	2,2	2,0	2,0
Taux de chômage (<i>% de la population active</i>)	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Balance des transactions courantes (<i>milliards USD</i>)	150,75	63,59	59,86	50,76	36,10
Balance des transactions courante (<i>en% du PIB</i>)	13,6	5,9	5,4	4,4	3,0

Source : [FMI - World Economic Outlook Database](#), Dernières données disponibles (Octobre 2021).
 Note : (E) Données estimées

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux de l'Arabie saoudite (2023)

(Perspective selon l'Arabie saoudite)

Importations par l'Arabie saoudite (millions de dollars)					Exportations par Arabie saoudite (millions de dollars) *				
Rang	Pays	2023	Part	Variation%	Rank	Country	2023	Part	Variation
1	La Chine	43,379	20.95	8.91	1	La Chine	53,195	16.61	-20.24
2	Les Etats-Unis	18,837	9.10	8.59	2	Le Japon	32,513	10.15	-20.31
3	Les E.A.U	13,357	6.45	10.97	3	L'Inde	30,251	9.45	-27.89
4	L'Inde	11,628	5.61	10.28	4	La Corée du Sud	28,610	8.93	-24.59
5	L'Allemagne	9,132	4.41	14.06	5	Les E.A.U	16,630	5.19	-6.69
6	Le Japon	8,191	3.96	21.82	6	Les États-Unis	15,611	4.87	-32.85
7	La Suisse**	6,612	3.19	39.83	7	Le Bahreïn	8,799	2.75	-10.92
8	La Corée du Sud	6,036	2.91	14.43	8	Le Taiwan	8,265	2.58	-20.85
9	L'Italie	5,879	2.84	13.37	9	La Malaisie	7,686	2.40	-8.60
10	L'Egypte	5,272	0.03	-20.43	10	Le Singapore	7,684	2.40	-22.88
Top 10 (Total)		128'324	61.96	10.34	Top 10 (Total)		209,244	65.34	-21.68
Les autres (Total)		78'773	38.04	6.86	Les autres (Total)		111,017	34.66	-23.09
Grand Total		207'097	100	8.99	Grand Total		320,261	100	-22.17

Source : [Autorité Générale des Statistiques d'Arabie saoudite \(2023\)](#)

* 1 US dollar = 3.74716 SAR

** La Suisse a été la destination de 0.29% (914.25 millions USD) des exportations saoudiennes en 2023.

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et l'Arabie saoudite

Années	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)	Variation (%)**
2018	1'941	5.7	910	32.1	1'031	2'850	12.9
2019	1807	-6.9	511	-43.8	1'295	2'318	-18.7
2020	1'614	-10.6	612	19.8	1'002	2'227	-3.9
2021	2'286	41.6	849	38.6	1'437	3'134	40.7
2022	4'808	110.4	798	-6.0	4'010	5'606	78.9
2023	6'083	26.5	729	-8.6	5'354	6'812	21.51
Total*	1913.54	4.47	200	-13.04	1713.54	2'113.54	2.5

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

* Total = Total "vue conjoncturelle" : sans l'or en lingots et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses ainsi que les objets d'art et les antiquités.

**Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportations	2022 (% du total)	2023 (% du total)
1. Produits pharma et chimiques	13.04	10.08
2. Pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie	61.90	68.5
3. Machines	6.56	5.56
4. Horlogerie	2.6	5.8

Importations	2022 (% du total)	2023 (% du total)
1. Pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie	71.18	72.5
2. Métaux (non-précieux)	22.31	38.24
3. Horloges	2.02	6.2
4. Produits chimiques de base	0.99	1.6

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

INTERNE

Stock d'IDE entrant				Stock d'IDE à l'étranger			
2000	2010	2021	2022	2000	2010	2021	2022
17 577	176,378	261,061	268,947	5,285 ^c	26,528	151,499	167,483

Source: UNCTAD, FDI/MNE database (https://unctad.org/system/files/official-document/wir2023_en.pdf)

*Estimates

Flux d'IDE ³⁵ en Arabie saoudite par les pays du G20 (2019 - 2022) /millions de dollars				
Pays	2019	2020	2021	2022
Les Etats-Unis	1,001	1,478	1,874	2,429
Japon	2,431 ^e	140	46 ^e	1,524
France	2,266 ^e	16	381	1,294
Le Royaume Uni	874	2,650	367	1,147
La Corée du Sud	906	149	611	685
L'Allemagne	496	173 ^e	152	340
L'Australie	77 ^e	24	231 ^e	227
L'Inde	117 ^e	82	101	171
L'Italie	351	12	249 ^e	170
Le Canada	461	20 ^e	-41	166
La Chine	719	302	1,199	136
La Türkiye	173	48	123 ^e	59
L'Afrique du Sud	7	5	4	5
Le Brésil	2	303 ^e	592	1
Le Mexique	12	0	3	1
L'Argentine	1	1	3	1
La Russie	20 ^e	0	1	0
L'Indonésie	5	0	9	11 ^e

Source: Ministère d'investissement (MISA)

³⁵ Selon le ministère des finances saoudien, les investissements directs étrangers en Arabie saoudite se sont élevés à environ 32,52 milliards de dollars en 2022, revu à la hausse par rapport au chiffre d'environ 8 milliards de dollars qui avait été publié précédemment et ce suite à l'adoption d'un nouveau cadre méthodologique